

Communiqué de presse du 21 novembre 2022

Un 25 novembre pour toutes les femmes et particulièrement celles en zones de conflit.

Les femmes et les filles font face à un recul sans précédent de leurs droits et libertés dans le monde et sont les premières impactées par les conflits et les crises.

Plus de deux mois après la mort de **Mahsa Amini** aux mains de la police des mœurs en Iran, la violence de la répression des autorités au pouvoir a coûté la vie lors des manifestations à plus de 342 personnes au moins, dont 26 femmes et 43 enfants, et a provoqué une vague de contestation qui ne faiblit pas et secoue le pays entier. La mobilisation des jeunes Iranien.nes pour les droits des femmes s'intensifie contre le régime autocratique et rencontre un écho dans de nombreux pays de la région et du monde entier.

Le chant Baraye, repris par la société civile mondiale à travers des vidéos, est entonné jusqu'en **Afghanistan** où l'étau des Talibans se resserre chaque jour davantage contre les libertés les plus fondamentales des femmes et des filles afghanes, qui ne sont plus autorisées à étudier, à voyager sans un parent masculin, à pratiquer une activité sportive. Contraintes de porter la burqa, elles se voient à présent se fermer l'accès aux espaces publics comme les parcs, les bains et gymnases et continuent malgré tout de protester par des manifestations rapides et furtives afin d'échapper à une répression violente.

Ces violences touchent l'Europe de plein fouet en **Ukraine**, où les femmes sont victimes de violences sexuelles de la part des forces armées russes et se trouvent dans l'impossibilité d'avoir recours à l'avortement dans le premier pays d'accueil des victimes de la guerre, la **Pologne**. Cette situation est d'autant plus inacceptable que les preuves s'accumulent attestant que le viol est utilisé comme arme de guerre contre les femmes et filles ukrainiennes.

Ce constat alarmant ne se limite pas à l'Iran, l'Afghanistan ou l'Ukraine, puisqu'aujourd'hui la population civile représente près de 90% des victimes des guerres et conflits armés à travers le monde. Les femmes, systématiquement en première ligne, sont visées comme cibles de choix pour affaiblir « l'ennemi », à travers l'esclavage sexuel, le viol comme arme de guerre, le recours aux enfants soldats et le rapt de filles pour des mariages forcés.

En **République Démocratique du Congo**, les violences sexuelles perpétrées par les milices armées et par des civils depuis un quart de siècle ont des conséquences dévastatrices sur le corps des femmes. L'augmentation de ces représailles, violences et attaques sont observées en Syrie, en Ethiopie, en République centrafricaine, au **Soudan**, au **Yémen**, au **Myanmar/Birmanie**. Les minorités, comme les femmes **Yézidies d'Irak**, les **Ouighours**, les **Kurdes**, sont particulièrement touchées et subissent une double négation de leurs droits.

Le **Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes**, conjointement avec le **Conseil économique, social et environnemental (CESE)** et **ONU Femmes France**, organisent un événement intitulé « **Femmes et conflits : vers une diplomate féministe** » le 23 novembre dans

l'hémicycle du CESE. Visant à interpeller les pouvoirs publics afin qu'ils portent une attention réelle à la situation des filles et des femmes en zone de conflit et prennent les mesures qui s'imposent, cet évènement permettra de donner la parole à des personnalités impliquées dans les zones de conflits et engagées dans la construction de la paix.

Le HCE appelle la France à concrétiser les engagements des résolutions de l'ONU "**Femmes, paix et sécurité**" et à déployer pleinement et au plus haut niveau une **diplomatie féministe**, notamment pour protéger et promouvoir l'autonomisation des femmes défenseures des droits humains, garantir la participation des femmes aux pourparlers de paix et financer la participation des femmes à la paix et à la sécurité.

Contact presse :

Paola BERGS, 06 40 82 25 65 / haut-conseil-egalite@pm.gouv.f